

Appel à communications pour la
Journée d'études du vendredi 16 novembre 2018

Les enseignantes en France :
sexe, genre et identités (XVI^{ème}-XX^{ème} siècles)

UNIVERSITÉ D'ARTOIS - Centre de recherche et d'étude

Histoire et Sociétés

CREHS

**ESPE École supérieure du professorat et de l'éducation – Lille Nord
de France – Académie de Lille**

Présentation de la journée

L'étude des enseignantes et de leur identité s'est développée dans les années 1990 avec l'introduction du paradigme du genre dans l'historiographie de l'éducation. Les travaux et les réflexions de Françoise Mayeur (*L'enseignement Secondaire des jeunes filles sous la Troisième République*, Paris, FNSP, 1977) avaient alerté, dans les années 1970, les historiens sur la nécessité de penser ensemble le masculin et le féminin pour comprendre les réalités éducatives : « l'histoire de l'éducation féminine ne peut se passer d'une vue de la société globale et de l'histoire masculine, aussi », avertit l'historienne dans son article « L'éducation des filles en France au XIX^{ème} siècle : historiographie et problématiques », in *Actes des séminaires, organisés par l'École française de Rome et l'Università di Roma – la Sapienza* (janvier-mai 1985), Publications de l'École française de Rome, volume 104, n° 1, 1988, pp. 79-90). Forcée dans les années 1970 aux Etats-Unis, la problématique de genre invite à considérer le masculin et le féminin comme autant de catégories sociales et culturelles élaborées dans une relation de pouvoir.

L'essor d'une « féminisation primitive » de l'enseignement et la construction d'une identité enseignante en France au XIX^{ème} sont éclairés par les travaux sur les pensionnats (Rébecca Rogers, *Les bourgeoises au pensionnat, L'Éducation féminine au XIX^{ème} siècle*, PUR, Rennes, 2007) et sur l'enseignement Secondaire républicain qui confie à des femmes fonctionnaires la mission de former des mères et des épouses vouées à la vie domestique (Jo Burr Margadant, *Madame le professeur. Women Educators in the Third Republic*, Princeton, Princeton University Press, 1990)¹. En revanche la place et le rôle des femmes dans le développement de l'école primaire au XIX^{ème} siècle, sont peu étudiés, notamment pour la période antérieure aux grandes lois républicaines : l'enquête de Jean-François Chanet sur la présence significative des femmes dans les écoles primaires publiques de garçons à partir des années 1880 et sur les réticences et les regrets qu'elle a inspirés aux autorités académiques jusque dans les années 1930, fait figure d'exception (Jean-François Chanet, « Des institutrices pour les garçons. La féminisation de l'enseignement primaire en France, des années 1880 aux années 1920, *Histoire de l'éducation*, 2007/3, n° 115-116, pp. 171-193).

Le XX^{ème} siècle consacre la féminisation massive du corps enseignant, qui alimente un discours de déploration sur la dévalorisation d'un métier. À l'intérieur du dispositif éducatif les maîtresses de l'école maternelle ont tenu à marquer leur spécificité professionnelle et sociale en créant en 1921, l'Association Générale des Institutrices de l'École Maternelle. Dans les territoires coloniaux, l'étude de Pascale Barthélémy consacrée aux *Africaines et diplômées à l'époque coloniale (1918-1957)*, PUR, Rennes, 2010, explore l'identité complexe des institutrices formées à l'École normale de Rufisque, que les autorités académiques encouragent à cultiver leur africanité tout en reconnaissant la supériorité civilisationnelle de l'État colonisateur.

¹ Rebecca Rogers, « L'Éducation des filles. Un siècle et demi d'historiographie », *Histoire de l'éducation*, n° 115-116, septembre 2007.

Nous proposons de consacrer deux journées d'études à l'histoire des enseignantes en France aux époques moderne et contemporaine pour éclairer, au-delà de comportements et d'expériences de vie, comment ont pu se façonner leurs identités individuelles et collectives. Le concept de genre offre une grille de lecture du monde à travers le prisme de la différence des sexes. Il sera nécessaire d'historiciser les discours et les pratiques, afin de mettre en évidence les rapports de pouvoir à l'œuvre. Le genre dans l'histoire analyse les enjeux de la construction des rôles sociaux et donc « la place des enseignantes dans leur milieu professionnelle et plus largement dans la société où l'enseignement a été considéré, à l'époque contemporaine, comme un métier « bien pour une femme » (Marlaine Cacouault, « Prof, c'est bien... pour une femme », *Le Mouvement social*, n° 140, juillet-septembre, 1987, p. 107-119). Au-delà des rapports entre hommes et femmes, le concept de genre peut révéler les mécanismes sociaux de pouvoir entre les sexes et nous aider à cerner la réalité du métier d'enseignante.

Les femmes, avant d'être des actrices dans l'exercice d'une profession, celle d'enseignante, sont d'abord des êtres sexués au regard de l'autre, différent. L'articulation de leur vie professionnelle et de leur vie privée –interrogée pour le Secondaire par Marlaine Cacouault –Bitaud dans son ouvrage *Professeurs... mais femmes. Carrières et vies privées des enseignantes du Secondaire au XX^{ème} siècle* (Paris, La Découverte, « Textes à l'appui », 2007) participe de la construction de cette identité de femmes enseignantes. L'étude de Marie-Pierre Moreau (*Les enseignants et le genre. Les inégalités hommes-femmes dans l'enseignement de second degré en France et en Angleterre*, Paris, PUF, collection Éducation et sociétés, 2011) invite à interroger le contenu de cette identité professionnelle au regard des missions reconnues à l'institution scolaire.

Souvent, l'historien n'a de prise directe par les sources disponibles, que sur des représentations d'un réel qu'il tente d'appréhender. Si nous voulons mettre au jour la diversité des comportements des enseignantes et donc révéler les tensions entre des dire et des faire des personnes, il est nécessaire d'interpeller l'élaboration de ces représentations collectives et l'emprise de ces représentations sur les enseignantes en particulier. Il s'agit de révéler les rapports de forces et de degré d'acceptation ou de rejet des identités imposées.

Les archives des établissements, les rapports d'inspecteurs, la presse, les témoignages oraux et écrits, les représentations picturales et littéraires peuvent fournir les matériaux d'une enquête élargie sur la formation de l'identité des enseignantes en France entre XVI^{ème} et XX^{ème} siècle. Le matériel documentaire offert à l'historien permet d'appréhender des imaginaires qu'il convient de déconstruire pour tenter de saisir leur emprise sur les enseignantes et la capacité de celles-ci à résister aux identités qu'on leur fabrique.

Une première journée (le 16 novembre 2018) arrimera l'étude de la construction d'une identité chez les enseignantes entre XVI^{ème} et XX^{ème} siècle, autour de deux pôles. Tout d'abord celui des trajectoires de vie, c'est-à-dire l'origine sociale, la mobilité géographique des enseignantes ; puis il s'agira de porter un regard sur la formation, les conditions de recrutement, de travail et de vie. Ces axes permettront de mettre en lumière le rapport qu'entretiennent les enseignantes et la structure éducative en place.

Nous tenterons de privilégier à la fois une réflexion socio-historique et une étude des représentations qui révéleront la réalité historique des enseignantes, ainsi qu'une identité culturelle complexe.

La deuxième journée d'études (2019) centrera les réflexions sur la carrière des enseignantes, leur accès aux postes de direction, les responsabilités qu'elles exercent, leurs relations avec leurs supérieurs hiérarchiques et les autorités politiques, ainsi que les discours tenus par les uns et les autres sur celles-ci.

Modalités pratiques de soumission d'une communication

Neuf contributions seront retenues pour cette journée. Les propositions de communications sont à envoyer à fanny.dauphin17@gmail.com. Elles comprendront une présentation rapide de l'identité du possible contributeur (nom, prénom, statut, lieu d'exercice, laboratoire si enseignant-chercheur), un titre clair et un résumé du projet de communication qui dégagera la problématique et explicitera les sources utilisées (20 lignes maximum). La date limite de proposition des communications est fixée au **30 avril 2018**. Ces propositions seront ensuite examinées par le comité d'organisation qui décidera de les retenir ou non. Les actes seront publiés.

Le 1^{er} février 2018,
Bien cordialement,
Stéphanie Dauphin

Maître de conférences en histoire contemporaine
Université Lille Nord de France -École supérieure du professorat et de l'éducation
(ESPE)
Centre de recherche et d'études Histoire et Sociétés
Laboratoire CREHS (EA 4027) de l'Université d'Artois